

FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU Objectif de Développement Durable N°6 New York - Siège de l'ONU - 9 juillet 2018

**«Le monde n'est pas sur la voie pour atteindre
l'Objectif 6 du Développement Durable
sur l'eau et l'assainissement d'ici 2030 ! »**

Retour sur cet événement...

Le Forum Politique de Haut Niveau (HLPF) sur le développement durable, la plate-forme de l'ONU pour l'examen des Objectifs de Développement Durable (ODD), a eu lieu à New York du 9 au 18 juillet 2018.

Rassemblant quelque 2 000 représentants des États-Membres des Nations Unies, des entreprises, des Municipalités, de la communauté scientifique, fondations, agences des Nations Unies et organisations de la société civile, le HLPF avait pour objectif de donner aux parties prenantes l'occasion d'engager et de partager des solutions pour la mise en œuvre des ODD.

Le Secrétaire Général du Réseau International des Organismes De Bassin (RIOB) était accrédité pour y participer.

Le premier jour, le lundi 9 juillet après-midi, seulement 3 heures ont été consacrées à la révision de l'ODD 6 «**Garantir la disponibilité et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous**»... !

À l'ouverture de cette demi-journée, le Rapport de synthèse 2018 sur l'Objectif de Développement Durable N°6 de l'ONU-Eau (UN 6 Water) sur l'eau et l'assainissement a été présenté. Il s'appuie sur les dernières données disponibles pour les 11 indicateurs mondiaux de l'ODD 6. **Il a immédiatement dressé le cadre en concluant:**

«Le monde n'est pas sur la voie pour atteindre l'Objectif de Développement Durable N°6 (ODD 6) sur l'eau et l'assainissement d'ici 2030 ! Aujourd'hui, des milliards de personnes manquent d'eau potable, d'installations sanitaires et de lavage des mains. Les écosystèmes et les ressources en eau sont de plus en plus pollués et le financement des services d'eau et d'assainissement est inadéquat. De plus, la gouvernance et les services de distribution sont déficients et fragmentés ».

« Des progrès modestes sont en cours, mais la plupart des pays n'atteindront pas l'objectif d'ici 2030 au rythme actuel de mise en œuvre ».

Cependant, dans l'avant-propos de ce rapport, **le Secrétaire général de l'ONU, S.E. M. António Guterres**, a écrit: «L'eau, c'est la vie: les progrès en matière de nutrition, santé, éducation, travail, égalité, protection de l'environnement et coopération internationale sont tous liés à la disponibilité et à la gestion durable de l'eau et à l'accès universel à des systèmes efficaces d'élimination des déchets.

Si nous ne parvenons pas à réaliser l'ODD 6, nous compromettons l'ensemble du Programme de Développement Durable à l'horizon 2030.

Malgré ces conclusions pessimistes et cette affirmation selon laquelle l'absence de réalisation des objectifs sur l'eau compromettrait également les autres ODD, la session d'à peine trois heures consacrée à l'ODD 6 a été réduite à une longue série d'interventions convenues à l'avance, ne laissant de place ni pour un débat, ni pour proposer des solutions....

Pour ce qui est d'un «Forum», en fait seuls les États-Membres se sont exprimés, si l'on met à part trois très courtes interventions des représentants des Groupes Majeurs...

Les représentants de la société civile, des autorités locales, des entreprises et des ONG n'ont eu qu'un accès limité à un espace réservé dans la salle de conférence, sans aucune possibilité de prendre la parole: on ne peut pas vraiment parler d'un vrai «Forum»!

En ce qui concerne le «Haut Niveau», il faut reconnaître que la plupart des sièges des États - Membres n'étaient pas occupés par des représentants au niveau ministériel, mais souvent seulement par un représentant de leur délégation nationale auprès de l'ONU : **La question de l'Eau n'a pas vraiment fait recette à haut niveau!**

Alors que les différentes interventions de « UN-Water » et des États-Membres étaient toutes axées sur la nécessité d'une action urgente et coordonnée, le format du « HLPF » n'a pas permis d'aborder de façon plus approfondies les véritables solutions à apporter à ces diagnostics.

Les discussions sont donc restées très générales, en contradiction évidente avec l'urgence d'agir pour atteindre les objectifs !

Ce format a été critiqué par de nombreux États-Membres eux-mêmes: "suffit-il de discuter des questions relatives à l'eau et à l'assainissement seulement pendant trois heures tous les quatre ans?"Et certains intervenants ont demandé la tenue de réunions politiques intergouvernementales régulières pour surveiller l'application de l'ODD 6 sur l'eau... Nous ne pouvons que soutenir cette idée, mais à condition que ce ne soit pas une fois de plus pour ne rien dire de concret!

La déclaration ministérielle finale est pavée de bonnes intentions, mais reste aussi très générale, non contraignante et sans conclusions concrètes pour résoudre les problèmes identifiés.

Pour rester positifs, disons qu'au moins, les interventions et le rapport de l'ONU-Eau reflètent les messages véhiculés, depuis des décennies, par la Communauté de l'eau en général et par le RIOB en particulier, et déjà présentés de nombreuses fois lors de tous les grands événements internationaux précédents sur l'eau.

Bien que ce ne soit pas vraiment nouveau, (car certains ont justement souligné que nombre de ces diagnostics avaient déjà été faits lors de la Conférence des Nations Unies de Mar del Plata en 1977, il y a 41 ans...), nous pouvons nous féliciter de voir réaffirmés officiellement à New York l'importance de l'eau, de la gouvernance, de la gestion intégrée, de la participation des parties prenantes, du manque de données, d'un financement inadéquat, de la coopération transfrontalière, de la pollution des ressources, des solutions basées sur la nature et de l'impact des changements climatiques sur les inondations et les sécheresses.

Si l'importance du retard dans l'accès à l'eau potable et à l'assainissement est une priorité très importante, elle masque trop les problèmes fondamentaux de la gestion et de la protection des ressources, qui restent encore en arrière-plan...

La gestion des aquifères n'est mentionnée que de manière secondaire et l'approche par bassin n'apparaît qu'à peine et, même si le rapport et certains discours insistent sur la coopération transfrontalière sur les ressources en eau partagées et présentent l'expérience réussie de l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS), ce dont nous ne pouvons que nous réjouir, car l'OMVS a été chargée de la Présidence Mondiale du RIOB de 2010 à 2013, ils ne vont pas jusqu'à recommander clairement et explicitement son organisation à l'échelle de tout le bassin transfrontalier, probablement pour ne pas offenser certains États membres, qui s'y opposent encore sur le plan diplomatique?

Mais pourquoi ne pas également dire que la gestion intégrée par bassin des fleuves, des lacs et des aquifères nationaux a fait ses preuves depuis des décennies et est maintenant adoptée et mise en œuvre dans de nombreux pays et même parfois comme une obligation au niveau régional, comme par exemple dans l'Union Européenne?

Plus que le seul ODD 6, de nombreux autres Objectifs concernent l'eau :

